

Arrêtons:

**Art. A.** Sont ajoutés à l'article 8 sous 12 du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 fixant les conditions d'hygiène et de salubrité dans le secteur de l'alimentation collective les termes « . . . et des chiens guidant des personnes aveugles ».

**Art. B.** Notre ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Santé,*  
**Johnny Lahure**

Château de Berg, le 11 mars 1997.  
**Jean**

**Règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant modification du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 relatif à l'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels, telle qu'elle a été complétée par la loi du 9 août 1971;

Vu l'article 6 de la loi du 31 décembre 1952 portant abrogation de la loi du 18 mai 1902 concernant l'institution des médecins-inspecteurs et l'exercice de leurs attributions et nouvelle organisation du service des médecins-inspecteurs;

Vu l'avis de la Chambre des Métiers;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre ministre de la Santé et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. A.** Est ajoutée à l'article 2 sous 7 du règlement grand-ducal du 4 juillet 1988 relatif à l'hygiène dans le commerce des denrées alimentaires la phrase suivante: « Cette interdiction ne vaut pas pour les chiens guidant des personnes aveugles ».

**Art. B.** Notre ministre de la Santé est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de la Santé,*  
**Johnny Lahure**

Château de Berg, le 11 mars 1997.  
**Jean**

**Règlement grand-ducal du 11 mars 1997 portant exécution, au Grand-Duché de Luxembourg, du règlement (CE) N° 2443/96 du Conseil, du 17 décembre 1996, prévoyant des mesures supplémentaires pour le soutien direct des revenus des producteurs ou du secteur de la viande bovine.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu l'article 189, alinéa 2, du Traité instituant la Communauté européenne;

Vu l'article 37, alinéa 2, de la Constitution;

Vu le règlement (CE) N° 2443/96 du Conseil, du 17 décembre 1996, prévoyant des mesures supplémentaires pour le soutien direct des revenus des producteurs ou du secteur de la viande bovine;

Vu le règlement modifié (CEE) N° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine et notamment son article 27;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'article 2, paragraphe 1, de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et de Notre Ministre du Budget et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le montant total des paiements supplémentaires à effectuer en vue de soutenir les revenus des producteurs de viande bovine résulte de l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, des articles 1<sup>er</sup> et 3 du règlement (CE) N° 2443/96 du Conseil, du 17 décembre 1996, prévoyant des mesures supplémentaires pour le soutien direct des revenus des producteurs ou du secteur de la viande bovine.

**Art. 2.** Une aide est allouée aux producteurs qui ont déclaré des bovins dans leur demande d'indemnité compensatoire introduite en 1996.

Ladite aide est octroyée par unité de gros bétail (UGB) de bovins du cheptel total déclaré pour la détermination du revenu professionnel agricole cotisable à l'assurance pension au titre de l'année civile 1997. Le nombre total des UGB éligibles pour l'octroi de l'aide est déterminé par application de l'article 8 du règlement grand-ducal du 15 mai 1995 fixant les modalités d'allocation de l'indemnité compensatoire annuelle à allouer aux exploitants agricoles.

Le montant versé par UGB est fixé par le Ministre de l'Agriculture en fonction du montant total des paiements supplémentaires à effectuer, visé à l'article 1er, et en fonction du nombre total des UGB éligibles, visé à l'alinéa qui précède.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et Notre Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

*Le Ministre de l'Agriculture,  
de la Viticulture  
et du Développement rural,*  
**Fernand Boden**

Château de Berg, le 11 mars 1997.  
**Jean**

*Le Ministre du Budget,*  
**Marc Fischbach**

### **Règlement grand-ducal du 14 mars 1997 fixant les critères objectifs auxquels doivent répondre les producteurs souhaitant bénéficier de l'allocation de quantités de référence supplémentaires de lait en provenance du pool national.**

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu le règlement (CEE) modifié n° 3950/92 du Conseil du 28 décembre 1992 établissant un prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers et notamment son article 8 deuxième tiret;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 14 mars 1996 concernant l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait et notamment son article 16 paragraphe 2 cinquième alinéa;

Vu l'avis de la Chambre d'Agriculture;

Vu l'article 2 paragraphe (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le producteur désirant bénéficier de l'allocation de quantités de référence supplémentaires de lait en provenance du pool national prévu à l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 14 mars 1996 concernant l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait, doit répondre aux critères objectifs ci-après:

- il doit exercer la profession agricole à titre principal au sens de l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 1987 portant exécution de la loi modifiée du 18 décembre 1986 promouvant le développement de l'agriculture et ne doit pas être âgé, au 1<sup>er</sup> avril qui suit la présentation de la demande, de plus de 59 ans à moins que la succession ne soit assurée par un descendant avec lequel un contrat d'association a été conclu;
- il doit pouvoir présenter un certificat d'un organisme officiellement compétent duquel il ressort qu'il fait procéder sur son exploitation, depuis un an au moins précédant le 1<sup>er</sup> avril qui suit la présentation de la demande, au contrôle laitier selon l'une des formules officiellement admises au Grand-Duché de Luxembourg;
- il doit pouvoir présenter une attestation de la part du Laboratoire de contrôle et d'essais de l'Administration des services techniques de l'agriculture de laquelle il ressort que le lait commercialisé au cours de l'année civile précédant la date limite d'introduction de la demande a répondu, pendant au moins dix mois de l'année concernée, aux normes de qualité fixées pour un lait de première qualité; si, pour une raison indépendante de la volonté du producteur, cette condition n'est pas remplie, il est fait référence aux données disponibles de l'année précédente;
- sauf cas de force majeure, les quantités de lait et de produits laitiers commercialisées au cours de la dernière période de douze mois d'application du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait pour laquelle les résultats définitifs sont disponibles ne doivent ni avoir été inférieures à 90% de la quantité de référence totale allouée ni avoir été en sous-passement de plus de 25.000 kg par rapport à ladite quantité de référence;
- il ne doit pas avoir procédé à un transfert partiel de la quantité de référence disponible sur son exploitation à destination d'une ou d'autres exploitations laitières;
- l'exploitation concernée ne doit pas avoir bénéficié au cours des quatre dernières périodes de douze mois d'application du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait précédant le 1<sup>er</sup> avril qui suit la date limite d'introduction de la demande d'une décision d'allocation d'une quantité de référence supplémentaire attribuée au titre de la réalisation d'un plan d'amélioration matérielle dans le secteur de la production laitière;
- l'exploitation ne doit pas disposer d'une quantité de référence transférée de plus de 25.000 kg à la suite d'un contrat de location conclu au cours des six dernières périodes de douze mois d'application du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait précédant le 1<sup>er</sup> avril qui suit la date limite d'introduction de la demande;
- l'exploitation ne doit pas avoir bénéficié, au cours des six dernières périodes de douze mois d'application dudit régime précédant le 1<sup>er</sup> avril qui suit la date limite d'introduction de la demande, d'une quantité de référence de plus de 25.000 kg au titre des articles 15, paragraphe 3, sixième alinéa, 25 ou 26 du règlement grand-ducal modifié du 14 mars 1996 concernant l'application, au Grand-Duché de Luxembourg, du régime de prélèvement supplémentaire sur le lait;